



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN**  
**ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**  
**الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط**

**1<sup>ère</sup> Commission permanente sur la Coopération politique et la sécurité**

**Commission *Ad Hoc* sur le Moyen-Orient**

**Rapporteur: M. George Vella (Malte)**

***Résolution approuvée par la 1<sup>ère</sup> Commission permanente  
lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion le 24 juin 2009 à Lisbonne<sup>1</sup>.***

*L'Assemblée parlementaire de la Méditerranée :*

- Rappelant sa déclaration du 28 Décembre 2008 demandant l'arrêt immédiat de toutes les formes de violence à Gaza et au sud d'Israël,
- Condamnant fermement l'intervention militaire israélienne à Gaza en Décembre 2008 et Janvier 2009 qui ont tué et blessé des milliers de civils palestiniens et rendu des milliers d'autres sans abris par l'usage excessif de la force militaire et d'armements interdits au niveau international tels que le phosphate blanc,
- Condamnant fermement le blocus de la Bande de Gaza,
- Condamnant fermement les tirs de roquettes par les militants du Hamas dans le sud d'Israël et les raids israéliens à Gaza,
- Profondément attristée par la perte de vies humaines des deux côtés lors de ces événements et les souffrances de la population civile,
- Condamnant fermement les dommages causés par l'armée israélienne à des installations des Nations Unies dans la bande de Gaza,
- Exprimant sa gratitude à l'ONU, en particulier à l'UNRWA et au BCAH pour l'assistance offerte au peuple palestinien lors du conflit,
- Profondément préoccupée par la situation humanitaire actuelle et les destructions des structures socio-économiques de base à Gaza, aggravées par les restrictions frontalières strictes bannissant l'importation de tout matériel de construction et interdisant l'introduction de liquidités financières promises lors de la dernière conférence des donateurs, empêchant ainsi toute activité économique,
- Déplorant l'impact économique et social suite à la construction du mur de séparation, restreignant ainsi la liberté de mouvement des populations vivant dans les Territoires palestiniens occupés et subséquemment la création d'un Etat palestinien et rappelle à cet égard la résolution de l'AGNU ES 10-13 datée du 21

---

<sup>1</sup> Avec abstention de la délégation palestinienne

Octobre 2003 et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004,

- Condamnant les actes de violence commis à l'encontre des peuples israélien et palestinien à tout moment,
- Préoccupée par le rythme auquel de nouvelles colonies de peuplement sont en cours de construction, en particulier à Jérusalem-Est et par la politique actuelle de la municipalité de Jérusalem concernant les lieux saints musulmans et chrétiens et à l'encontre des détenteurs de cartes d'identité d'origine palestinienne,
- Convaincue que la paix et la sécurité de la région sont des objectifs réalisables,
- Rappelant la nécessité de parvenir à une paix durable au Moyen-Orient sur la base des Résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de Sécurité des Nations Unies,
- Convaincue qu'un règlement final et pacifique dans le Moyen-Orient serait assuré grâce à la création de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues,
- Préoccupée par le caractère très restrictif des conditions auxquelles le nouveau gouvernement israélien subordonne une « solution à deux Etats » et par sa réticence à arrêter sa politique de colonisation dans les Territoires palestiniens occupés,
- Egalement préoccupée par la réticence du Hamas de reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël,
- Soutenant les objectifs de la Feuille de Route pour la Paix et de l'Initiative de Paix arabe,
- Se félicitant des efforts entrepris par tous les membres du Quartette et par la Ligue Arabe pour atteindre cet objectif,
- Sachant que l'absence d'un règlement pacifique global au Moyen-Orient continue de priver les peuples de la région de la Méditerranée de la sécurité, de stabilité, de prospérité et de développement,
- Convaincue que tous les pays dans la région ont un important rôle à jouer, au travers d'une coopération renforcée et d'une diplomatie de consensus, loin de considérations militaristes, de divisions ou d'une approche basée sur l'extrémisme ou le fondamentalisme,
- Exprimant un fervent espoir dans le rôle de premier plan que l'administration américaine, sous la direction du Président Barack Obama, peut jouer dans la résolution du conflit israélo-palestinien et l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et le monde arabo- musulman,
- Se félicitant de la récente visite de Sa Sainteté Benoît XVI en Terre Sainte, un geste symbolique en faveur du dialogue interculturel et interreligieux,
- Soulignant le rôle clé joué par l'Egypte à la recherche du dialogue et de la réconciliation inter-palestinienne,
- Espérant une plus grande initiative et un plus grand engagement de l'Union européenne,
- Reconnaisant le rôle unique que la diplomatie parlementaire joue dans la Méditerranée et, à cet égard, en exprimant sa gratitude au Bureau de l'APM pour

la réalisation d'une mission d'enquête dans les territoires palestiniens occupés et dans la région dans son ensemble en Mai 2009,

- Exprimant sa profonde gratitude à tous les individus, pays et organismes internationaux qui ont rendu possible la mission APM au Moyen-Orient, notamment en matière de logistique,

S'accorde à :

- a) Continuer à œuvrer en faveur d'une solution équitable au conflit Israélo-Palestinien basé sur le principe d'une solution à deux Etats avec Israël et la Palestine vivant côte à côte, souverainement, en paix et en sécurité l'un avec l'autre et avec leurs pays voisins dans des frontières sûres et reconnues,
- b) Tendre la main à tous les acteurs engagés dans la recherche de la paix dans la région (organes législatifs et exécutifs, la société civile, les organisations régionales et internationales) et à apporter une valeur ajoutée et à d'autres initiatives internationales, en matière civile, parlementaire et politique,
- c) S'efforcer de trouver les voies et moyens en soutien du dialogue inter-palestinien, qui permettrait la formation d'un gouvernement palestinien d'unité nationale,
- d) Œuvrer en vue d'assurer que, outre la nourriture et les médicaments, des matériaux de construction et des fonds entrent à Gaza afin de reconstruire les infrastructures économiques et sociales critiques,
- e) Œuvrer sans relâche dans les instances internationales à l'ouverture des frontières de Gaza et le démantèlement du mur de séparation dans les Territoires occupés palestiniens,
- f) Encourager la société civile et les ONG israéliennes et palestiniennes promouvant la paix dans la région, à coordonner leurs efforts, et à exercer une pression démocratique sur les décideurs dans leurs pays respectifs,
- g) Encourager les membres du Quartette à utiliser tous les moyens démocratiques à leur disposition pour s'assurer que les engagements politiques pris par les parties concernées, soient respectés et développés, et non pas ignorés,

- h) Soutenir l'organisation d'un colloque international sur le statut présent et futur de Jérusalem,
- i) Continuer à apprécier le travail effectué par la Commission *ad Hoc* sur le Moyen-Orient de l'APM et encourager la poursuite des efforts dans la recherche de la paix avec la participation de toutes les parties concernées,
- j) Rester saisie de la question et prie la Commission *Ad Hoc* sur le Moyen Orient de l'APM de tenir le Bureau et l'Assemblée informés de tous les développements sur la question,
- k) Envoyer une copie du rapport de la mission d'enquête et de la présente résolution et aux principaux acteurs politiques et organisations internationales engagés dans la recherche de la paix au Moyen-Orient.